



CRAN - CARREFOUR DE REFLEXION ET D'ACTION CONTRE LE RACISME ANTI-NOIR

Observatoire du Racisme anti-Noir en Suisse

Case postale 251 CH-3000 Berne 7

[CRAN02@BLUEWIN.CH](mailto:CRAN02@BLUEWIN.CH) - [WWW.CRAN.CH/](http://WWW.CRAN.CH/) - CCP 30-514517-5

COMMUNIQUE DE PRESSE - 8 DECEMBRE 2010

---

INITIATIVE SUR LE RENVOI DES CRIMINELS ETRANGERS

## ***Le CRAN dénonce la „Swiss Qualität“, labélisant les obsessions anti-étrangers de l'UDC***

Le 28 novembre dernier, une énième initiative ouvertement discriminatoire et anti-étrangers a été adoptée par le peuple suisse souverain, par 54 % (48% en Suisse romande) des voix. Emanant du parti xénophobe et raciste, l'Union démocratique du centre (UDC), et intitulé « *Pour le renvoi des étrangers criminels* », ce texte vise à créer une « justice d'exception » pour les étrangers et à l'inscrire dans la Constitution. Comme toujours, ce sont ces étrangers qui vivent dans notre pays, y travaillent, y payent des impôts, contribuant ainsi à sa prospérité, qui se retrouvent stigmatisés, servant de bouc émissaires à des frustrations infondées.

Rappelons, à ce sujet, les propos de M. Olivier Guéniat, chef de la police de sûreté de Neuchâtel et expert en criminologie (*Le Courrier*, 17.5.2010), sur la base des statistiques des infractions commises en Suisse : « *L'initiative pour le renvoi des étrangers criminels, n'aura aucune influence sur la criminalité* » Excluant toute corrélation entre nationalité et criminalité, il a ajouté : « (...) *l'utilisation du terme « étrangers » pour analyser la criminalité donne l'illusion qu'ils forment un tout indissociable alors qu'il existe plusieurs catégories...* ». En outre, l'impact de la précarité et de l'exclusion socio-économique sur la criminalité a été occulté, et les avis d'autres experts, y compris ceux de la Commission fédérale des questions migratoires, totalement ignorés.

Après les votations précédentes sur les Lois sur les étrangers (Letr) et sur l'asile (Lasi), le 24 septembre 2006, ou celle sur l'inscription de l'interdiction des minarets dans la Constitution (29.11.2009), la stigmatisation des étrangers s'enracine dans l'ordre juridique suisse, jusqu'à devenir aux yeux du monde entier un trait helvète de plus en plus marquant. Cette situation pose de sérieux problèmes à la fois d'image de la Suisse, de respect de la dignité des étrangers vivant en Suisse et des valeurs fondamentales garanties par la Constitution et déniées aujourd'hui.

Au vu de ce qui précède,

- **Le CRAN est profondément préoccupé** par la déliquescence de notre état de droit démocratique vers laquelle nous mène triomphalement l'UDC crée de plus en plus, grâce à son label „Swiss Qualität“ bien en vue sur ses affiches, une insoutenable équation, à l'étranger surtout : « *Haine de l'étranger = UDC. UDC = Qualité suisse. Suisse = Haine de l'étranger* ». L'Etat totalitaire UDC serait-il déjà né ?
- **Le CRAN déplore** que le Conseil fédéral et le Parlement, tous garants de notre Constitution fédérale et dont le rôle est aussi de promouvoir l'esprit de justice et de tolérance qui y est enraciné, n'aient pas jugé utile de rejeter un texte contraire à cet esprit et d'aucun apport au problème de la criminalité en général, préférant suivre un parti xénophobe dans son obsession anti-étrangers.
- **Le CRAN s'inquiète** de voir se multiplier des telles initiatives qui, de plus en plus, ne sont plus utilisées pour renforcer notre état de droit, mais sont plutôt lancées, le plus souvent par le même parti politique ou ses affidés, pour tenter de légaliser par la voie des urnes, des pratiques discriminatoires d'un autre âge. Par la création d'une « justice d'exception » et de double peine visant les seuls étrangers ayant commis les mêmes crimes qu'un Suisse, ces pratiques entraînent notre état de droit dans une irrépressible dérive totalitaire.
- **Le CRAN se félicite** du rejet de l'initiative par les cantons romands (moins le Valais) ainsi que par le demi-canton Bâle-Ville. Il appelle la population suisse dans toute sa diversité à ne pas se laisser gagner par la peur de l'autre ni par le discours haineux distillés par l'UDC et les encourage à continuer à marquer leur attachement aux valeurs fondamentales de justice et de respect de la diversité et de la dignité humaine inscrites dans la Constitution voulue par leurs ancêtres.

En se laissant tétaniser par des peurs créées de toutes pièces par l'UDC, ils ne font que fournir à ce parti sponsorisé par les plus grandes fortunes de Suisse, ce qui lui permet d'influer ailleurs, dans des enjeux bien plus lucratifs et peu portés sur la place publique.

Fait à Berne, le 8 décembre 2010

Pour le Conseil de gestion du CRAN,

Les Porte-paroles,

André Loembe, Vice-Président (079 345 08 52)  
Mutombo Kanyana, Secrétaire général (022 343 87 93)

*Communiqué envoyé à :*

- *Autorités fédérales*
- *Exécutif des partis politiques*
- *Commission fédérale contre le racisme (CFR)*
- *Ambassadeurs des pays africains en Suisse*
- *Haut Commissariat de l'ONU pour les Droits de l'homme*
- *CERD (Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale)*
- *ECRI (European Council on Racism and Intolerance, Strasbourg)*
- *Presse nationale et internationale représentée en Suisse*
- *ONG actives dans la défense de la dignité et des droits humains*
- *ONG et associations africaines*